

## Événement

### Épargne

# Un nouvel arbitrage entre sécurité et performance

*La crise boursière de l'été a détourné un peu plus les investisseurs des marchés actions. Les placements qui servent de refuges sont-ils pour autant à conseiller? L'avis des professionnels de la gestion.*

**A**lienor Capital est une société spécialisée dans la gestion « actions ». Et pourtant, de l'aveu de son président, Arnaud Raimon, « nous n'avons plus une action dans nos fonds depuis une semaine ». Comme lui, des dizaines de gestionnaires ont vendu leurs titres au cours des dernières semaines. Comme eux, des milliers de vacanciers qui ont investi en Bourse s'interrogent à leur retour de vacances : rester ou fuir ?

Ces déçus de la cote risquent de rejoindre le clan, bien garni, de ceux qui privilégient la sécurité plutôt que tout espoir de performance. De fait, les comparaisons ci-dessous ne plaident pas en faveur de l'investissement boursier. Il faut regarder les performances sur les trente dernières années pour que la Bourse

creuse franchement l'écart. Sauf avec l'immobilier, grand gagnant des placements sans risque, avec les livrets, l'or et l'assurance-vie.

### LES LIVRETS

*« Les Français y placeraient volontiers toute leur épargne. Mais ils sont plafonnés. »*

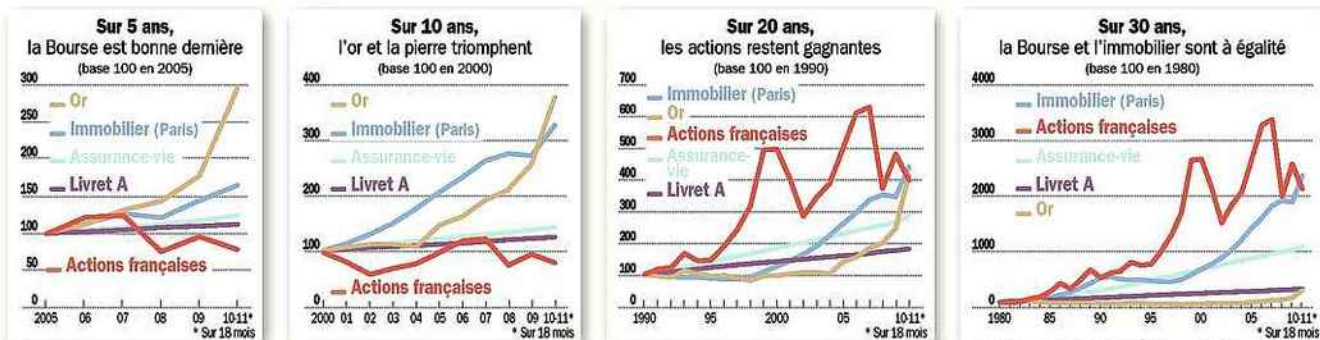
**Marc Fiorentino**, président d'EuroLand Finance.

Pour la première fois de son histoire, l'encours du livret A a dépassé, début août, la barre des 200 milliards d'euros. On comprend l'attrait qu'il exerce en ces temps d'incertitudes : sa disponibilité est immé-

diante, son rendement est de 2,25% (depuis le 1<sup>er</sup> août) net d'impôt et son capital est garanti par l'Etat, aux côtés des comptes courants et de l'épargne logement, à hauteur de 100 000 euros par épargnant et par compte. Qui dit mieux aujourd'hui ? Son seul défaut : « son plafond », souligne Marc Fiorentino, président d'EuroLand Finance : 15 300 euros par personne. Mais cela permet quand même à un couple avec deux enfants de sécuriser un peu plus de 61 000 euros de dépôts.

Pour aller au-delà, il faut faire preuve d'un peu d'astuce et prospecter les banques et leurs superlivrets. Avantage : des plafonds qui peuvent monter jusqu'à plusieurs millions d'euros (comme le Livret+ de Fortuneo). Mais aussi des taux qui doivent être étudiés à la loupe : gare aux rendements valables seule-

## La hiérarchie des placements selon la durée d'investissement



Il faut désormais dépasser dix ans pour trouver un intérêt au placement actions. La faute aux multiples crises boursières survenues depuis 2000. Placement-phare des cinq dernières années, l'or est décevant sur très long terme. Seul l'immobilier est payant sur toutes les périodes.

ment trois mois, le temps d'une promotion. Exemple avec les 5% promis par Monabanq qui ne rapportent que 1,98% net d'impôt sur un an, pour 30 000 euros placés. Reste qu'en ouvrant simultanément quatre livrets auprès de BforBank, Fortuneo, ING direct et Cortal il est possible de placer plus d'une dizaine de millions d'euros à plus de 2% net d'impôt. En toute sécurité.

## L'OR

« Ne vendez pas vos titres Air liquide pour acheter de l'or, dont le cours est au plus haut! »

**Dominique Branchu**, directeur de la gestion privée de Cholet Dupont

« *Cash was king, now gold is god* » : à Wall Street, l'or a remplacé l'argent liquide comme nouveau totem de la finance. Les cours montent sans interruption depuis janvier et sont passés de 1 400 à 1 850 dollars par once (31,1 grammes). Pour les épargnants paniqués, l'or symbolise depuis Crésus l'ultime refuge : un actif réel, inaltérable et partout monnayable.

La nouveauté, c'est que les particuliers n'en sont plus les seuls acheteurs. Ils ont été rejoints par les Etats. Pendant des années, leurs banques centrales ont vendu leurs réserves, mais, aujourd'hui, elles les reconstituent. Depuis le début de l'année, elles en ont ainsi acheté plus de 500 tonnes.

Prudence, toutefois, car aux cours actuels, le risque de chute est considérable. « *Il faut se souvenir qu'à la fin des années 1980 le prix du lingot a brusquement plongé*, rappelle Dominique Branchu, directeur de la gestion privée de Cholet Dupont. *Les épargnants ont mis trente ans à retrouver leur cours d'achat.* »

Alors, faut-il encore en acheter ? « *Oui, mais l'or ne doit pas constituer plus de 5% de son épargne* », préconise Arnaud Raimon, président d'Alienor Capital, gestionnaire de fonds patrimoniaux. Son conseil ? Le Spider (Gold SPDR), le plus gros fonds aurifère du monde avec 75 milliards d'euros d'encours.

**La défiance récente des Français envers l'assurance-vie en euros ne semble pas justifiée.**

**« Les obligations d'Etat ne représentent plus qu'un tiers du patrimoine des assureurs », souligne Jean-Pierre Rondeau, conseil en gestion de patrimoine.**

Il détient physiquement l'or qu'il achète : c'est, aujourd'hui, une garantie appréciable.

Sinon, il y a toujours le lingot (42 700 euros) ou, plus abordables, le napoléon (275 euros) et le 50 pesos mexicain (1 620 euros). En sachant que l'investisseur devra payer, à la revente et à son choix, 8% sur le total de la transaction ou 31,3% de la plus-value avec une décote de 10% par an à partir de la troisième année de détention.

## IMMOBILIER

« Il est moins intéressant qu'avant : prix élevés, taux de crédit en hausse et fiscalité qui s'alourdit. »

**Olivier Blitz**, fondateur de 360 AM, gestionnaire de fonds patrimoniaux.

Paradoxalement, la pierre n'est sans doute plus le placement protecteur qu'imaginent encore beaucoup d'épargnants. « *Si nous entrons dans une période de récession ou de croissance molle durable, l'immobilier va perdre entre 15 et 25% partout en France* », prévient ainsi Marc Fiorentino, président d'EuroLand Finance.

Une étude récente de l'Institut de l'épargne immobilière et foncière (IEIF) vient confirmer cette thèse. Selon l'organisme, la performance globale (rendement et plus-value potentielle) de l'immobilier parisien serait passée de 14% par an en 2000 à -4% en 2011. Les raisons de cette chute ? Depuis dix ans, les loyers augmentent moins rapidement que le prix du mètre carré. Mais l'investisseur pouvait jusqu'à présent se rattraper à la revente en encaissant une confortable plus-value. Or, depuis le début de l'année, les prix marquent le pas : stables à Paris et en léger recul ailleurs.

« *Investir dans le logement locatif privé a donc perdu une grande partie de son sens économique* », analyse Gilbert Emont, senior advisor à l'IEIF. **Confirmation du conseil en gestion de patrimoine Jean-Pierre Rondeau : « J'ai cessé de conseiller la pierre à mes clients depuis trois-quatre ans... »**

## L'ASSURANCE-VIE



« On est en sécurité dans un contrat en euros, car l'épargne est investie sur des actifs garantis par l'assureur. »

**Jean-Pierre Rondeau**, conseil en gestion de patrimoine, président de Megara Finance.

Depuis janvier, la collecte des contrats d'assurance-vie aurait chuté de 60%. En cause, des rendements décevants : 6% il y a dix ans, 3,2% aujourd'hui. Mais aussi, le risque associé aux obligations d'Etat détenues par les assureurs. Or cette défiance devant ce qui était naguère le placement favori des Français ne semble pas justifiée.

Les difficultés des Etats à honorer leur dette ne remettent pas en cause la sécurité de l'assurance-vie en euros. « **Les obligations d'Etat ne représentent plus qu'un tiers du patrimoine des assureurs, rassure Jean-Pierre Rondeau. Et la moitié de cette part est constituée d'emprunts d'Etat français.** »

Si Athènes, Madrid ou Lisbonne ne remboursaient qu'une partie des sommes empruntées, les assurés seraient protégés par le mécanisme du cliquet. Une garantie derrière laquelle chaque compagnie d'assurance s'engage à ce que tout gain d'une année soit définitivement acquis au souscripteur ; surtout, si la gestion enregistre des pertes (comme le défaut d'un Etat), c'est à la compagnie de payer, pas aux épargnants.

Ce mécanisme n'enchantait guère les assureurs. C'est sans doute pour cela, et pour compenser leurs obligations croissantes en matière de provisionnement des risques, qu'ils ont décidé de réduire encore les rendements de leurs contrats en euros. Lors de la présentation des résultats d'Axa début août, Henri de Castries, son PDG, a prévenu : « *Les fonds en euros ne dégagent pas de marges suffisantes* » pour la compagnie. Il faut donc s'attendre à ce que les rendements 2011 des grands contrats les moins performants passent sous 3%... C'est encore 2 points au-dessus de l'inflation : pas mal pour de l'épargne garantie. **Eric Tréguier**